LA DÉFENSE
DES
VICTIMES POLITIQUES

Bulletin hebdomadaire des Groupes d'Action contre la répression et la terreur blanche

DIRECTION :
55, rue du Fg-Montmartre, Paris-9e
Téléph. : Trudaine 77-41 / 77-42

On est prié de reproduire les articles et informations publiés ici.

Samedi 16 octobre 1926.

SOMMAIRE DU No 18.

POLOGNE

ARRESTATIONS ET PERQUISITIONS

Le 9 septembre, la police est arrivée chez le président du Secrétariat pour l'amnistie à Lwow, K. Walnicki, rédacteur de « Wola Naroda » (La Volonté du peuple) et y fit une perquisition minutieuse. On a perquisitionné également à la rédaction de « Wola Naroda » ainsi que dans le logement de son administrateur, M. Holinatyj. Pendant la revision, la police confisqua des éditions légales pour l'amnistie, en même temps que les listes avec des signatures des paysans ukrainiens, demandant l'amnistie.

A la suite, 57 paysans blanc-russiens ont été arrêtés par la police le 10-14 septembre dans les cantons de Wolkowysli, Pinsk, Luniniec, Wilejka et Molodeczno. On les accusait d'adhérer aux « bandes diversives », « cellules communistes », etc. (« Slowo », « Glos Prawdy », « Kurjer Poranny »).

En rapport avec le vingt-cinquième anniversaire de l'Internationale syndicale - comme l'annonce l'« Express Poranny » du 19 septembre - la police de Lwow arrêta plus de vingt personnes, pour la plupart parmi les ouvriers ukrainiens et juifs. Parmi les autres, dans le syndicat des tailleurs, on arrêta 12 ouvriers.

Au meeting des libres-penseurs de Varsovie, qui n'a pas eu lieu à cause de l'interdiction de la police, cette dernière arrêta plusieurs ouvriers.

Pour le colportage d'imprimés, on a arrêté, aux environs de Vilna, un cheminot, Zemlo, ainsi que huit autres cheminots. («Illustr. Kurjer Codz. », 20 septembre 1926.)

Vingt-six personnes ont été arrêtées par la police dans le district de Krasnystaw. On les accusait d'avoir accroché des transparents et de colporter des proclamations demandant l'amnistie. (« Glos Lubelski », 24 septembre 1926).

Quelques ouvriers furent arrêtés à Pomorze (pays au bord de la mer polonaise) que l'on croit adhérer à l'organisation communiste, à la tête de laquelle se serait trouvé Ladislas Sobczyk. (« Kurjer Zachodni », 25 septembre 1926.)

A « Ognisko », syndicat des ouvriers de la fabrique de locomotives, où eut lieu le 26 septembre une solennité à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'Internationale syndicale, pénétra un fort détachement de police, qui dispersa les participants de la fête, en arrêtant 50 ouvriers. Vingt-quatre heures après, les arrêtés furent libérés.

Vingt-sept ouvriers ont été arrêtés à Lodz, le 26 septembre, pendant la dispersion d'un meeting du député Georges Sochacki,

Totalement, on a arrêté, du 10 au 25 septembre, d'après des données jusqu'ici incomplètes, 207 ouvriers et paysans.

GRÈVE DE LA FAIM

Le 16 septembre courant, dans la prison de Luck, deux prisonniers politiques, Paul Sumczynski et M. Sadowski se mirent à refuser toute nourriture. Le premier, tuberculeux au dernier degré, fut arrêté en avril de cette année et accusé sans aucun fondement d'adhérer au K. P. Z. U. (Parti communiste de l'Ukraine occidentale). Les affamés demandent : suspension de la détention préventive jusqu'au procès. L'intervention, plusieurs fois répétée, du député S. Podhirski aux pouvoirs de Luck, ainsi que la dépêche au ministre de la Justice, Makowskî, sont restés sans résultat. Les pouvoirs administratifs de la prison, de leur part, firent prendre de force aux affamés la nourriture artificiellement ; pendant cette opération, les geôliers exercèrent des violences sur les prisonniers ; le détenu Sadowski fut affreusement battu. Le 25 septembre, la « famine » durait toujours.

LA RÉVOLTE DES PRISONNIERS DE RAWICZ

« Naprzod », de Cracovie, rapporte sous ce titre la nouvelle de la soi-disant « révolte » des prisonniers politiques à Rawicz, dont on entendit l'écho dans les rues aux environs de la prison (des cris de : « Ne bats pas ! ») et dans laquelle, d'après « Naprzod » la révolte fut liquidée en moins d'une heure par les geôliers et agents de police armés de carabines. On ignore jusqu'à présent les détails de cette « révolte ».

DANS UNE PRISON DE CRACOVIE

Un hebdomadaire ukrainien, « Nowyj Czas » publie une lettre des prisonniers politiques (ukrainiens), détenus dans une prison de Cracovie. Nous apprenons par cette lettre que les détenus politiques sont installés dans des caveaux sombres et humides, ensemble avec des criminels, qui les maltraitent et les terrorisent. Ils y sont à la merci du traitement brutal et des répressions de la part de l'administration. Après un refus de nourriture, on les a isolés dans des cellules individuelles.

UNE JEUNE FILLE DE DIX-HUIT ANS CONDAMNÉE A DEUX ANS DE TRAVAUX FORCÉS

« Dziennik Ludowy » (« Journal du peuple ») de Lwow, du 13 septembre 1926, dit que le tribunal de la Cour d'assises, à Lwow, condamna Rachel Gross, de dix-huit ans, à deux ans de travaux forcés, pour colportage de proclamations.

QUATRE ANS DE TRAVAUX FORCÉS POUR ADHÉRER AU Z. M. K. (JEUNESSE COMMUNISTE)

« Naprzod » (« En avant »), de Cracovie, communique que le tribunal de la Cour d'assises à Tarnow condamna à quatre ans de travaux forcés Max Grunberg qui avoua pendant le procès être membre de la « Jeunesse communiste ».

UN MASSACRE POLICIER A STRZELNO

Les journaux de Varsovie et de la province apportent la nouvelle de la bestialité et des violences policières à Strzelno (Poznanie), le 9 septembre. La police, en plein jour, massacra avec des sabres sept membres du syndicat des ouvriers des institutions communales.

ENCORE UN MASSACRE POLICIER A LWOW

« Dziennik Ludowy » (« Journal du peuple »), de Lwow, raconte, sous le titre précédent, qu'un ouvrier, Stanislaw Walczak, fut cruellement battu dans un commissariat de police à Lwow, où il se rendit de bonne volonté, comme témoin d'un accident.

LA FERMETURE DU ‘‘ NASZA STRZECHA ’’

La fermeture du « Nasza Strzecha » (« Notre toit ») des ouvriers juifs, à Varsovie, rue Karnelicka, 23, fut exécutée par la police varsovienne le 17 septembre courant. Au moment de l'arrivée de la police, il y avait dans le local quelques centaines d'ouvriers que la police soumit à une perquisition individuelle, tout en notant leurs noms. Le local de « Strzecha » (où se groupaient les membres du parti socialiste « Poalej-Sjon ») fut mis sous scellés par la police.

ITALIE

SOUS LA TRIQUE DE MUSSOLINI

Le « Daily Herald » a reçu de son correspondant à Lugano, les informations suivantes :

« Les brutalités fascistes contre les cultivateurs socialistes de Molinella, sont connues. Il faut attirer l'attention sur les innombrables outrages qui sont commis dans toute l'Italie, contre l'opposition antifasciste.

« Il semble qu'une vague régulière de terreur fasciste déferle sur le pays.

« Au cours des deux dernières semaines, onze cas de « mort mystérieuse » ont été rapportés dans différentes villes du pays. On a trouvé assassinées dans des localités reculées, des personnes dites « inconnues » et la police ne peut donner aucune indication sur ces crimes.

« Les gens connus ou simplement suspectés comme antifascistes sont matraqués dans les rues et même dans les maisons. Généralement, les coups sont tellement violents que peu de personnes s'en guérissent. Deux personnes ont été tuées de cette manière à Ravenne. D'autres ont été tuées à Bologne. L'une, un jeune homme, a été assassiné sous les yeux de sa mère.

« A Pontechiasso, à la frontière italo-suisse, 8 ouvriers ont été férocement frappés, parce qu'ils avaient blessé, dans une bagarre, le secrétaire fasciste local et deux autres fascistes. On envoya de Côme une expédition punitive. Les 8 ouvriers avaient déjà été emprisonnés, mais les fascistes attaquèrent la prison, maîtrisèrent les gardiens et frappèrent les ouvriers si férocement que deux d'entre eux sont morts de leurs blessures.

« A Monza, trois maisons privées ont été saccagées et pillées. L'un des habitants se plaint de ce que 300.000 lires de bijoux ont été volées par les fascistes. »

ARRESTATIONS, PERQUISITIONS ET BASTONNADES

A Molinella, il y a eu environ 500 arrestations.

A S. Pietro Capofiume, la police a arrêté cinq travailleurs.

A Palerme, la police continue ses rafles et perquisitions parmi les antifascistes.

A Toggia, un employé a été destitué, arrêté et condamné à six mois de prison et 500 lires d'amende pour avoir prononcé des paroles injurieuses à l'égard de Mussolini.

A Vérone, l'ouvrier Beghelli a été arrêté pour avoir souscrit en faveur d'un journal d'opposition.

A Meldola, six maisons d'ouvriers ont été perquisitionnées.

A Cusercoli, perquisitions.

A Vérone, un cheminot a été écroué en prison pour avoir critiqué la milice fasciste.

Dans la région d'Imola, il y a eu plus de cent arrestations.

A Vérone, les fascistes ont tiré sur une automobile, où était assis le socialiste Pr Venino, avec toute sa famille. Sa fillette âgée de neuf ans a été mortellement blessée.

L'ENFER FASCISTE DE MOLINELLA

Dans ce bulletin, nous nous sommes occupés déjà de la réaction inouïe sévissant à Molinella, depuis l'avènement du fascisme au pouvoir.

Or, cette réaction féroce ne tend pas à diminuer, mais bien au contraire elle se renforce de plus en plus.

« Les travailleurs agricoles de Molinella - écrit le « Corriere degli Italiani », 1er octobre 1926 - sont bien connus comme les meilleurs travailleurs agricoles. Les coopératives qu'ils ont créées au cours des années de la soi-disant période rouge furent l'objet de l'admiration, non seulement de la part de nos techniciens, mais aussi des commissions techniques étrangères. Eh bien, à la suite de l'avènement du fascisme, les terrains de la campagne de la région de Bologne furent privés de la précieuse contribution de ces travailleurs experts, pour des raisons de pures représailles politiques ».

Que veulent donc les fascistes? La réponse à cette question est donnée par les passages suivants, extraits d'une lettre envoyée le 27 juin par le syndicat fasciste des agriculteurs de la Commune de Molinella :

« Aucun ouvrier ne peut être embauché sans avoir la carte des syndicats nationaux fascistes. Quiconque se présente comme adhérent aux syndicats libres (lire : à la Confédération générale du Travail. N. d. R.) ou autres, doit être chassé. »

« Ces instructions sont données en accord avec le Fascio de combat de la localité. »

Que veulent, au contraire, les organisés confédéraux de Molinella?

« Une chose très simple - est dit dans une lettre envoyée par les organisateurs ouvriers au journal agrarien « Il Corriere Padano » - ils veulent rester en dehors des syndicats fascistes, et veulent faire partie d'une organisation de fait, selon les mêmes droits légaux. »

Mais le petit dictateur de Molinella, Auguste Regazzi, triste figure de véritable bandit (il est l'auteur ou l'instigateur de nombreux meurtres, parmi lesquels celui d'un grand blessé, mutilé de guerre), pour affamer les travailleurs de Molinella, racole de la main-d'œuvre inexpérimentée, dans d'autres régions agricoles.

D'autre part, le gouvernement ne veut pas non plus que les travailleurs de Molinella gagnent leur vie autrement. C'est ainsi que le bureau officiel de placement pour les travaux de bonification, a sanctionné la légalité du boycottage des travailleurs de Molinella non inscrits aux syndicats fascistes.

Les travailleurs agricoles ont tâché de se procurer une bouchée de pain en recueillant les herbes des vallées et le blé resté dans les champs. Mais les fascistes leur nièrent ce droit aussi, quoique cela soit, pour ainsi dire, un droit acquis par les travailleurs agricoles les plus pauvres, depuis des dizaines d'années.

C'est ainsi que seulement les bêtes, que les fascistes ne peuvent pas obliger à se munir... de la carte syndicale fasciste, peuvent librement pâturer, mais ce droit est interdit aux hommes !

Mais ces mesures ne réussissent pas à contraindre les travailleurs à entrer dans les syndicats-geôles fascistes. Aussi Regazzi recourt-il à un moyen extrême, à savoir l'expulsion des travailleurs des pauvres maisons où ils habitent !

Même les agriculteurs, quelques autorités locales s'émeuvent en s'efforçant de convaincre le Fascio et Regazzi de ne pas recourir à ces mesures odieuses. Mais le fascisme est le fascisme, et il ne cède pas. Regazzi a ordonné que les ouvriers agricoles soient obligés de mourir de faim !

Les journaux nous apportent les premières nouvelles sur ces expulsions inhumaines.

Le journal « La Voce Repubblicana » écrit à ce sujet :

« Il est archi-connu que 250 familles d'organisés confédéraux doivent être expulsées, par ordre de Regazzi, à partir du 29 septembre et du 31 octobre de cette année. Il est encore connu que 100 0/0 des propriétaires de maisons sont hostiles à l'exercice de représailles pareilles, mais Regazzi le veut et tout le monde doit s'incliner.

« Aujourd'hui, une quarantaine de familles ont été déjà expulsées de leurs logements. On voudrait les transporter à Bologne. Pour faciliter cette opération, on a arrêté les dirigeants des organisations confédérales de Molinella. »

En effet, l'organisateur Giuseppe Massarenti a été arrêté et écroué en prison. « L'Unità » du 3 octobre donne d'autres détails.

« Les carabiniers - est-il écrit dans ce journal - ont entouré les maisons des travailleurs à expulser, pour empêcher que quelqu'un de la famille s'éloigne au cours de la nuit.

« Les femmes ne voulant pas être présentes à la saisie des meubles ou à leur chargement dans les camions, ont été arrêtées. Les vieux, les enfants ont été accueillis par des familles voisines. On a jeté les femmes dans les camions, partant en direction de Bologne.

« Le territoire de la Commune est sillonné par les carabiniers et par des gardes de la sûreté publique. Toutes les maisons des travailleurs confédérés ont été perquisitionnées.

« Les travailleurs de Molinella résistent avec calme et sérénité à cette nouvelle offensive. »

« Le Corriere degli Italiani » publie encore à ce sujet d'autres nouvelles :

« A Molinella, des carabiniers et agents de police se sont rendus dans les habitations des ouvriers, coupables de n'être pas encore passés aux syndicats fascistes, en les arrêtant.

« Les familles expulsées, transportées à Bologne, seront logées dans une ancienne et vieille caserne. Celle-ci sera surveillée par un véritable corps de garde. »

Voilà un tableau vivant de ce qu'est l'Italie sous le régime « paradisiaque » des chemises noires ! ! !

LANGAGE FASCISTE...

« Regime fascista », organe de M. Farinacci, écrit, sur la peine de mort, les mots suivants :

« Nous voulons, nous, souhaiter une seule chose, à savoir que quand la peine de mort sera approuvée par le Parlement, on fasse fonctionner aussi le peloton d'exécution, et qu'on n'attende pas pour agir d'être en danger, comme on l'a fait pour les exilés politiques. »

Le « Popolo di Roma » publie un article du sous-secrétaire général du

Parti fasciste, sous le titre : « La chasse aux exilés politiques », dont voici un passage :

« ...il faut donner la chasse aux exilés politiques, les poursuivre, rendre leur vie impossible, partout où ils se trouvent, et surtout s'ils devaient, par hypothèse, rentrer en Italie.

« Il est temps d'élargir la catégorie de ces gens... »

QUE S'EST-IL PASSÉ A GÊNES?

Le quotidien tessinois « Libera Stampa » publie la nouvelle suivante, dont la gravité est évidente :

« De l'Italie nous viennent des nouvelles très graves au sujet d'événements qui se sont déroulés à Gênes et que la censure de presse empêche de contrôler pour voir si elles correspondent à la vérité. Mais la source à laquelle nous les avons puisées, nous permet toutefois de les retenir comme vraies. Voilà donc les faits tels qu'ils sont arrivés à nos oreilles. Un jour de la semaine dernière, un gradé de la milice fasciste gifla à Gênes un militaire, ne l'ayant pas salué. L'acte brutal appela l'intervention d'un colonel de l'armée qui réprimanda sévèrement le gradé fasciste. Celui-ci répondit avec arrogance et ensuite gifla le colonel en disant que Mussolini le voulait ainsi. Le colonel, en affirmant que le roi le voulait ainsi, riposta en tirant un coup de revolver qui tua net le fasciste. Les représailles fascistes ne pouvaient pas manquer, mais le colonel, en les prévoyant, courut se barricader dans la caserne. Celle-ci fut assiégée par un groupe d'environ 200 fascistes, qui tenta d'enfoncer la porte. Le colonel qui, entre temps, avait placé une mitrailleuse, invita les fascistes à quitter la place dans dix minutes, au bout desquelles il allait ouvrir le feu. L'ultimatum n'ayant pas été accepté, le colonel fit fonctionner la mitrailleuse, tira sur le groupe des chemises noires, provoquant ainsi une débandade générale.

« Il paraît que, sur le terrain, il est resté 14 morts et de nombreux blessés.

« Tels sont les faits que nous recueillons, et qui, étant donné la situation italienne, ne sont pas invraisemblables. »

BULGARIE

LA JEUNESSE BULGARE A M. HENRI BARBUSSE

Un groupe de jeunes ouvriers et étudiants bulgares a adressé la lettre suivante à M. Barbusse :

« Cher Monsieur Barbusse ,

« L'année dernière vous avez visité notre pays et, à cette époque, la terreur blanche n'avait pas atteint le degré d'intensité de l'époque actuelle.

« Cependant, vous avez assisté au drame sanglant d'un peuple courageux qui luttait de toutes ses forces contre les bourreaux policiers ; vous avez vu l'échafaud au centre de la capitale bulgare, et vous avez bien compris les supplices de tous ceux dont les parents et les amis étaient disparus sans trace. Vous avez compris le sort de la classe ouvrière et paysanne et révolutionnaire et vous connaissez le triste sort des jeunes révoltés massacrés par les gendarmes. Vous avez certainement appris que le jeune Athanas Stratiew n'était pas le seul à s'être jeté par la fenêtre de sa prison pour mettre fin à ses souffrances. Or, vous savez bien que les enfants des révolutionnaires bulgares ont prouvé leur courage dans un moment critique. Vous avez été en Bulgarie quand Tsankow avait mis en état de marche une machine infernale qui enleva la vie à 20.000 ouvriers et paysans ; Tsankow a été renversé de son pouvoir par le peuple indigné. Malheureusement, on n'arriva pas à renverser toute la tyrannie. Tsankow fut remplacé par un autre bourreau, le démocrate Liaptschef. Dès janvier, la Bulgarie subit la terreur démocratique du fasciste Liaptchef. La situation empire de jour en jour. Dans les districts de Lowetsch et de Trojan, un grand nombre de villages furent incendiés sur l'ordre du gouvernement. Quelques centaines de paysans, dont beaucoup de jeunes, furent massacrés. Sous l'ombre de la démocratie, le fascisme se démontre dans une série d'assassinats. Chaque petite fête nationale sert au fascisme à des manifestations sanglantes contre la population. Il y a peu de temps, on a tué le jeune métallurgiste Wassil Cristow qui

avait « menacé la sécurité publique ». L'effort du fascisme de se masquer sous l'ombre de la démocratie n'a guère trompé le peuple bulgare. La lutte continue et la jeunesse s'est placée aux premiers rangs des opprimés. Mais le gouvernement craint l'influence des jeunes sur les masses. Il fait donc son possible pour supprimer cette organisation. En la supprimant, il voudrait affaiblir tout le mouvement de protestation. Craignant les résultats des élections proches, le gouvernement crée une atmosphère de terreur.

« En septembre, ont commencé des arrestations et des perquisitions à Sofia et en province. A Sofia ont été arrêtées 50 personnes. Le total des détenus dépasse 500. Le vieil écrivain Anton Strachimirow est parmi les détenus. Même la presse bourgeoise avoue que le jeune Krum Dudow s'est suicidé en sautant par la fenêtre après avoir été torturé dans sa cellule, et ensuite pendu. Boris Pirdopsky a été torturé dans sa cellule et ensuite pendu. La police fait croire qu'il s'agit d'un suicide. L'étudiant Konstantin de Dubnitza, âgé de dix-huit ans, a partagé le sort de son père. Tous deux ont disparu sans trace. Dans la ville Plewen, au commissariat de police, un jeune étudiant mourut des suites de coups. Ce sont les communications officielles de la police bulgare. La vérité dépasse tout ce qu'un esprit peut imaginer en fait de monstruosité. Si cela continue, tous nos jeunes seront bientôt morts ou infirmes. Nous nous adressons à vous, monsieur Barbusse, car vous êtes l'ami du peuple bulgare et le président du Comité contre la Terreur blanche dans les Balkans. Nous vous prions de soutenir notre initiative, et de nous aider dans notre lutte contre les généraux et les banquiers de notre pays.

« Vive le peuple bulgare !

« A bas le gouvernement fasciste de Liaptchef!

« Sofia, le 19 septembre 1926. »

JOURNAUX POURSUIVIS

Une instruction est ouverte contre le journal « Narod »- pour avoir dévoilé la corruption des hauts fonctionnaires.

Pareille instruction est ouverte contre le journal « Nezavissimoste » pour « avoir calomnié le Sobranié ».

LETTONIE

ARRESTATIONS

On a récemment arrêté à Riga et à Libau un grand nombre d'ouvriers, dont 11 accusés de communisme.

AUTRICHE

RÉPRESSION

On a, en Autriche, arrêté les émigrés politiques hongrois : M. Jagodit et I. Bodas. On veut livrer Bodas aux autorités hongroises.

VENEZUELA

UN PEUPLE MARTYR

II

Au mois de décembre 1913, le colonel Andrade Mora, le capitaine Rafael Pimentel, les lieutenants Ramirez et Parra Entrena, les sous-lieutenants Luis Aranguren et Sucre Grillet, et onze autres dont j'oublie le nom, protestèrent contre Gomez qui les obligeait à gérer ses fermes (haciendas), ses soldats fournissant la main-d'œuvre. Cet acte causa leur emprisonnement immédiat et leur

martyre auquel présida Jose Vincente, fils aîné du despote. Andrade Mora mourut par la corde et les autres, affreusement mutilés par les tortures subies, arrivèrent en se traînant à la Rotonde où on les attacha deux par deux aux mêmes fers sans tenir compte du lamentable état dans lequel ils se trouvaient. Ils furent aussitôt soumis au supplice de la faim et une véritable lutte s'engagea entre le bourreau, du nom de Nereo Pacheco, et tous les autres détenus : les uns essayant de sauver leurs malheureux camarades, l'autre faisant de son mieux pour les tuer. Les prisonniers donnaient au geôlier, Carmelo Medina, de fortes sommes pour les aliments nauséabonds qu'il leur procurait, mais comme ceux-ci étaient mesurés de façon à ne pouvoir suffire aux condamnés de Gomez, neuf de ces jeunes gens moururent. Leurs compagnons, attachés avec eux, ne purent les secourir à cause de l'état de débilité dans lequel ils étaient eux-mêmes. Luis Aranguren et Sucre Grillet, âgés de vingt et dix-huit ans respectivement, enchaînés ensemble, furent les premiers à tomber malades. Le Dr Nestor Luis Perez qui, pour calmer un peu leur mal, leur fit porter un jour des pilules qu'il conservait en cas de besoin dans son cachot, fut immédiatement séparé de ses compagnons, et l'ordonnance qui avait porté le médicament fut battu. Aranguren mourut bientôt et, comme il avait expiré après six heures du soir, on le laissa toute la nuit lié à la jambe de son camarade. A sept heures du matin seulement, les gardiens vinrent les détacher.

Les lieutenants Parra Entrena et Badaraco succombèrent peu après. Comme aucun secours ne leur était donné et qu'ils n'avaient pas d'eau, ni la force de se nettoyer, les vers commencèrent à les dévorer vivants.

Le corps du lieutenant Ramirez passa deux fois devant la demeure de sa famille qui se trouve dans l'une des rues conduisant de la prison à l'hôpital. (C'est dans cet hôpital que sont dirigés les cadavres de ceux qui meurent à la Rotonde afin que le directeur, le Dr Rafael Requena, certifie qu'ils sont morts dans son établissement.) Or, voici comment la sœur de Ramirez apprit la mort de celui-ci : étant allée porter, à la prison, la pension de son frère, pension qui, grâce au geôlier Medina, n'arrivait jamais jusqu'à lui, elle jeta les yeux sur un journal et y vit l'annonce du décès ! L'argent n'en avait pas moins été accepté et empoché.

Le Dr Ramirez et le Dr Franklin, prêtres, furent empoisonnés et moururent, le premier fou, et le second dans les plus cruelles souffrances. Ils ne furent débarrassés de leurs fers que plusieurs heures après leur mort.

Le général Ramon Pena et M. Eloy Escobar furent dévorés vivants par les vers. L'odeur de putréfaction qui se dégageait de leur corps était telle qu'en faisant la ronde, les gardiens s'appliquaient sur le nez et la bouche des mouchoirs trempés dans des désinfectants ; mais nous qui étions dans la même partie du bâtiment qu'eux, eûmes à supporter cette affreuse odeur.

Eustoquio Gomez, frère aîné du tyran, assassina un jour le Dr Mata Illas, gouverneur de Caracas. En punition de ce forfait, le juge Abreu condamna le meurtrier à quatorze ans de travaux forcés ; mais le tyran ordonna qu'il passât, sous un faux nom, comme chef du château de Maracaibo. Il fut nommé en cette qualité sous le nom de Domingo Prato, pendant que le juge Abreu était réduit à l'emprisonnement.

Le château de Maracaibo est l'une des prisons les plus féroces sur lesquelles s'appuie le tyran. Là, Eustoquio assouvit ses instincts criminels sur la personne de Jara, séquestré politique. Après lui avoir fait souffrir toutes sortes de tourments, il lui fit creuser, quasi moribond, sa propre fosse, puis le fit pendre.

Un certain Maldonado eut aussi à subir tant d'avanies qu'une nuit, tandis que ses compagnons dormaient, il s'ouvrit les veines avec un débris de boîte de sardines. Tous s'éveillèrent au jour baignant dans le sang. Son corps, non dépouillé de ses fers, fut jeté aux porcs qu'Eustoquio faisait élever dans le château pour en vendre la viande aux séquestrés politiques. Pendant que ceux-ci mangeaient, il leur criait : « Vous dévorez vos propres compagnons. »

La belle-mère du Dr Carlos Leon, la femme de M. Arevalo Gonzalez et les filles du Dr Francisco de P. Reyes moururent en suppliant qu'on leur laissât voir leurs parents. Le tyran ne le permit pas. Ces hommes n'étaient coupables d'aucune faute et n'avaient passé en aucun jugement.

ÉTATS-UNIS

MANIFESTATION CONTRE LA TERREUR POLONAISE

Il y a quelques jours, à Chicago, a eu lieu un grand meeting contre la terreur blanche en Pologne. Le meeting était organisé par la section de la Défense internationale du travail. « L'amnistie générale aux détenus » était sur l'ordre du jour. La belle salle « Atlant » à Lebordey était comble. Le secrétaire général du parti ouvrier, Rutenberg, le leader de la grève de Passaic, Weissbord, la présidente de la Défense du travail E. Fline, et le célèbre poète américain Chaplin ont pris la parole. Les ouvriers présents à cette réunion envoyèrent un télégramme de protestation au gouvernement polonais.

CORÉE

LE GOUVERNEMENT JAPONAIS SÉVIT

A la veille des obsèques du dernier empereur de Corée, le gouvernement japonais a terrorisé ce pays. Il a fait arrêter des membres de l'organisation nationale paysanne et de la Fédération des jeunesses, ainsi qu'un grand nombre d'étudiants et de collégiens. Dans le district de Séoul, le nombre de détenus surpassa 29.490. Les malheureux furent bestialement torturés. Les ports furent gardés par des navires de guerre, toutes les communications furent interrompues, la presse fut supprimée et les troupes japonaises bloquèrent les rues. Malgré la répression et le grand nombre d'espions, la jeunesse coréenne organisa, le 10 juin, jour des obsèques, une démonstration contre le régime policier de l'impérialisme japonais. A la suite, on arrêta 200 agitateurs, dont 20 furent grièvement blessés par les gendarmes. Les étudiants ont répondu par des grèves, soutenues par la jeunesse de province, où avaient eu lieu plusieurs centaines d'arrestations et de perquisitions. Maintenant, on juge 120 révolutionnaires, qui subissent des supplices inimaginables avant d'être condamnés aux peines les plus sévères.

PALESTINE

ARRESTATIONS

Pendant la fête commémorative consacrée aux révolutionnaires morts on a, en Palestine, arrêté 33 jeunes gens, accusés d'avoir adhéré à l'organisation de la Mopr.

INDE

ON CONDAMNE DES ENFANTS

Les autorités britanniques ont, il y a quelque temps, condamné à de longues années de travaux forcés 5 jeunes hindous de Punjab, qui auraient « tâché de faire de la propagande communiste ». Cette condamnation a été suivie d'une série de procès, où l'âge des « coupables d'avoir lutté contre le roi et l'Angleterre » semblait ne jouer aucun rôle : deux collégiens, Kundalal Gurshat, âgé de dix ans, et Kasur, âgé de onze ans, ont été déportés aux îles d'Andishan, qui, d'après Kipling, sont « l'enfer terrestre ». Le journal « Colombont », qui paraît à Ceylan, communique qu'à Shadraz seront jugés plusieurs jeunes communistes, et que l'on va les condamner à une longue détention ou à la déportation en Birmanie anglaise, où le climat malsain les tuera bientôt.

Le gérant : Simon André.

8343-10-26. — Imp. Parisiennes Réunies (Bourse de Commerce, E. Fuzat, imp.), 35, rue J.-J.-Rousseau, Paris.